XII[me] CIRCONSCRIPTION DU NORD - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 14 ET 21 JUIN 1981

UNION POUR LA NOUVELLE MAJORITÉ

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Le nouveau Président de la République et son premier Gouvernement, socialistes, veulent conduire la France dans la voie du «projet socialiste». Ils ne le peuvent qu'avec un allié exigeant: le parti communiste.

Avec une fidélité constante, avec nous, vous vous êtes unis pour rejeter la périlleuse option socialo-communiste.

Aux élections législatives de 1973, sur 36.775 d'entre vous qui se sont exprimés, 21.206 se sont rassemblés sur notre candidature, celle de l'Union des Républicains de Progrès.

Aux élections présidentielles de 1974, sur 39.377 d'entre vous qui se sont exprimés, 23.752 se sont rassemblés pour rejeter le candidat socialo-communiste.

Aux élections législatives de 1978, sur notre candidature d'Union, vous avez à nouveau rassemblé 25.460 suffrages sur 44.778 exprimés.

Aux élections présidentielles du 10 Mai 1981, 26.488 suffrages sur 48.536 exprimés se sont unis pour refuser, une fois de plus, l'option socialiste.

Pour cette fidélité et la confiance que vous nous avez toujours accordée, nous vous disons **merci de tout cœur.**

Le 14 Juin 1981, une fois encore, l'essentiel est en jeu:
- nos libertés sont menacées,
- l'instauration d'un régime étatiste et bureaucratique se précise déjà,
- l'incertitude et la défiance se répandent, préludes de l'aventure.



Maurice CORNETTE

Né le 26 Octobre 1918 à Ghyvelde
Marié, deux enfants
Diplôme et Doctorat de Vétérinaire en 1942
Vétérinaire à Bergues de 1943 à 1969
Mobilisé en 1939 à l'Ecole de Cavalerie de Saumur. Démobilisé en 1941
Officier de réserve honoraire
Conseiller Municipal à Bergues ((2 mandats)
Suppléant de M. HOUCKE élu Député de la XII[e] Circonscription en 1962.
Elu Député de la XII[e] en 1967.
Réélu en 1968, 1973, 1978.
Chevalier du Mérite Agricole

Il faut résister, défendre l'acquis, assurer le changement nécessaire que les Français ont clairement demandé et que nous proposons.

Telle est la ferme volonté de toutes les formations politiques rassemblées dans

L'UNION POUR LA NOUVELLE MAJORITÉ

afin qu'aucune voix ne se perde dans les sables stériles de la division.

Cette UNION, unanimement souhaitée, **nous a donné son appui** et le **soutien de toutes ses composantes** (U.D.F. et R.P.R.). **Avec le compagnon** fidèle, dévoué, estimé et loyal qu'est depuis tant d'années **Charles PACCOU**, je sollicite à nouveau l'honneur d'être votre représentant à l'Assemblée Nationale nouvelle et auprès du Gouvernement, quel qu'il soit demain.

Il importe que l'Assemblée Nationale puisse exercer ses pouvoirs d'initiative et de contrôle sur le Gouvernement.

Il importe d'assurer le changement mais d'empêcher que notre Pays s'engage, les yeux fermés, dans l'aventure et le risque.

Toute notre expérience, toutes nos forces à votre service, au service de la Flandre, au service de la France: voilà notre solennel engagement.



Charles PACCOU

Né le 1[er] Mai 1924 à Merckeghem
Marié, 3 enfants. Agent d'Assurances
Maire d'Arnèke depuis 1959
Conseiller Général depuis 1955
Président du SICAVOM de Cassel
Vice-Président du SIROM d'Hondschoote
Député suppléant depuis 1973
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Officier des Palmes Académiques et du Mérite Agricole
Médaille d'Honneur Départementale et Communale

NOTRE ESPOIR EST DANS VOTRE CONFIANCE

Maurice CORNETTE
Candidat

Charles PACCOU
Suppléant

Sciences Po / fonds CEVIPOF

L'ENJEU DU 14 JUIN 1981

Il ne s'agit ni de «droite», ni de «gauche», ni de «centre», ni de tel ou tel «courant».
Il s'agit de la France.
Nos seuls adversaires, parce qu'ils sont l'adversité de la France, sont la vie chère et le chômage, d'ailleurs liés; le déclin de notre économie, donc de tout progrès.

CE QU'IL FAUT EMPÊCHER

Le déploiement sans contrôle du «projet socialiste» entraînerait inévitablement :

— une atteinte à des libertés pour nous fondamentales
— un alourdissement des charges et des contraintes de l'Etat qui étoufferaient les entreprises
— un chômage doublé et une inflation qui dévorerait les salaires, les revenus et les retraites

Passé le temps des promesses, les réalités seront toujours là et plus dures encore pour les plus modestes.

CE QU'IL FAUT PRÉSERVER

— les acquis politique, diplomatique, militaire, énergétique de la Ve République
— le Franc, l'Epargne, le Pouvoir d'achat, le Patrimoine de chaque Français
— nos libertés, c'est-à-dire la **possibilité de choisir:**

CHOISIR SA VOIE DANS L'EXISTENCE QUOTIDIENNE ET CHOISIR SA VIE
CHOISIR SON TRAVAIL ET SA FORME, SALARIEE OU INDEPENDANTE
CHOISIR SON JOURNAL, SON SYNDICAT, SON PARTI OU N'EN CHOISIR AUCUN
CHOISIR SON MEDECIN PAR CONFIANCE ET NON PAR DECISION ADMINISTRATIVE
CHOISIR L'ECOLE DE SES ENFANTS, LEUR ENSEIGNEMENT ET LES PRECEPTES DE VIE AUXQUELS ON CROIT, SANS QUE CE CHOIX PENALISE L'ENFANT OU LA FAMILLE

CE QU'IL FAUT CHANGER

— **fermeté et autorité de l'Etat** dans les fonctions essentielles qui lui incombent : Défense, Justice, Sécurité, Solidarité

— **une nouvelle politique de l'Economie,** combattant résolument l'inflation et le chômage
- relance de la production
- allègement des impôts et des charges
- incitation aux investissements
- libération des entreprises

— **une nouvelle politique de l'Etat**
- des économies substantielles
- une décentralisation vers les Régions, Départements, Communes
- une planification concertée

— **une nouvelle politique de la vie quotidienne** fondée sur la **concertation** et la **participation;** une **solidarité accrue** en faveur des
- familles
- personnes âgées
- handicapés

L'ENJEU EST GRAVE... CHAQUE VOIX COMPTE

le vote utile et sûr dès le 1er tour, c'est: Maurice CORNETTE
Charles PACCOU

CANDIDATS DE

L'UNION POUR LA NOUVELLE MAJORITÉ

IMP. PATOOR – BERGUES

Sciences Po / fonds CEVIPOF